Il en a longtemps rêvé, c'est désormais chose faite. Viktor Orbán, Premier ministre de Hongrie préside non seulement aux destinées de son pays depuis avril dernier mais prend aussi en main les rênes de l'Europe pour les six mois à venir.

Ne nous y trompons pas la mégalomanie qui couve en lui comme en tout homme politique doit être à son comble. Bonheur total. Alors que les Belges ont été plus que discrets lors de leur présidence européenne qui se termine – problèmes de politique intérieure oblige – le gouvernement de Viktor Orbán a tout sauf l'intention de l'être. Ainsi depuis quelques jours, l'on ne parle plus que de la Hongrie et de sa future présidence dans tous les médias européens. Mais alors que l'on aurait pu s'attendre à des analyses pertinentes comme il se doit sur le programme prévu par les Hongrois, c'est sur la loi sur les médias que l'on glose.

A l'étranger, l'image de la Hongrie, au moment de son entrée en fonction à Bruxelles est catastrophique. Pourtant, il semble que tout cela soit bien calculé. La loi sur les médias en Hongrie a été adoptée par un parlement croupion en quelques jours sans réelle réaction de la part des citoyens hongrois qui estiment jusqu'à nouvel ordre que le retour à la stabilité économique, sociale et politique dans leur pays est plus importante que le respect de certains principes démocratiques. C'est leur droit. Quant aux réactions européennes et nationales, elles n'ont pas de quoi effrayer le grand ordonnateur de cette mise au pas. Il est manifeste qu'aujourd'hui, Bruxelles – malgré sa législation – n'a pas et ne se donne pas les moyens de réagir efficacement contre des lois nationales en contradiction avec les siennes.

Tout cela est décidément bien calculé, une loie votée à la hussarde, quelques jours seulement avant la prise de fonction à Bruxelles, Viktor Orbán a compté sur l'incapacité du « machin » à réagir énergiquement, et il n'a pas eu tort. Surtout, il n'en était pas à son coup d'essai et savait qu'aucun Etat ni l'Union européenne ne réagiraient vraiment. La France et l'Italie sont d'ailleurs mal placées pour donner des leçons de liberté de la presse aux autres pays. N'oublions pas que le gouvernement de Viktor Orban a mis à mal nombre d'entreprises étrangères, l'économie de marché avec par exemple le hold up sur les retraites privées, ses attaques contre la Cour consitutionnelle sans oublier ses conflits ouverts avec le FMI et la Banque mondiale suite au prêt accordé à l'automne 2008.

Surtout, il n'est pas question de manquer l'occasion de se mettre en avant aux yeux de ses concitoyens, toujours nostalgiques d'une Hongrie recouvrant sa – vraie – place sur la scène internationale. C'est l'occasion de rappeler que l'Union européenne, ce n'est pas seulement les pays d'Europe occidentale mais aussi depuis 2004, les pays d'Europe centrale. Viktor Orban se veut l'empêcheur de tourner en rond et l'initiateur d'une présidence centre européenne qui sera prolongée en juillet avec la présidence polonaise. Ah ! Etre au centre de la photo des chefs d'Etat et de gouvernement. Il n'y a que le ministre des Affaires étrangères, Janos Martonyi pour croire que « le prestige et la vanité ne seront pas un problème ».

Mais revenons au programme qui est chargé : élargissement au sud-est de l'Europe, Turquie comprise, mise en place d'une commission sur le Danube, aide et solutions pour les Roms, les

questions environnementales – la Hongrie est malheureusement bien placée après la catastrophe de cet automne – et la politique énergique où là aussi Budapest veut jouer un rôle important dans la guerre du gaz.

Face à toutes ces ambitions, le budget accordé reste modeste – comme il se doit à un gouvernement qui a promis à ses concitoyens de faire des économies – mais qui par définition ne permettra justement pas de grandes réalisations.

Mais ne soyons pas pessimistes et observons.